L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

RUE DE CHARTRES No 79,
G. F. WEISSE & Co. Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 25 AVRIL 1860.

G. F. WEISSE, N. DUFOUR, E. DUVERGER, S. HARNY — EDITEURS-PROPRIETAIRES.

Nouvelle-Orléans,
MERCREDI MATIN, 25 AVRIL.

Abonnés à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les dix numéros. On paiera sur porteurs.

Vente à l'encan de ce jour.

Par Bisclat & Lalonzeraie, 66, Chartres—Marchandises sèches, colognes, cotons, chemises, marchandises anglaises à bord du bateau à vapeur "Arkansas Traveller".

Par E. Roger & Co, au magasin de M. L. Bujac, No 61, Vieille-Levée—Fonds de quincaillerie de ce magasin—A vendre, à l'Hôtel St-Charles, un lot de terre avec une habitation située sur Bayhong des Rôdigliones, Quatrième District.

Par D. E. Murphy, au magasin de M M. Rousseau & Magi, et Feydrue—Cigares de la Havane.

Par S. Turpin, au magasin de E. Rosborough & Co, 39 et 41 St. Louis—Fauteuils, vins, sardines, &c., &c.—5 nègres, sur la Levée, en face de la Manufacture-Orange et Branche.

☞ Pour le feuilleton, voir la seconde page.

Les malles du Pacifique.

Les contrats pour le transportation des malles du Pacifique par la voie de terre et par celle des steamers étant sur le point d'expirer, le Congrès se trouve en ce moment saisi de différents projets tendant à substituer un système permanent aux divers services actuels. Tandis que le directeur général des postes demande, dans un but d'économie, l'abandon de toutes les routes de terre et le retour à l'ancien service exclusivement par les steamers et l'isthme, les sénateurs Hale et Gwin proposent différents plans, le premier en faveur de la voie de terre, et le second pour l'établissement d'un service mixte par terre et par mer. Cette question étant d'un puissant intérêt pour le Sud, nous croyons utile d'analyser les différents projets proposés.

On sait qu'il existe trois grandes routes principales sur le continent, conduisant des Etats du centre aux Etats du Pacifique. La plus septentrionale explorée et soutenue par le gouvernement Stevens, a pour point de départ St-Paul, dans le Minnesota, et suit la vallée paralléle jusqu'à Dalles, dans l'Oregon. Cette route n'est pas encore exploitée et a peu de chances de le être, dans quelques années, d'une façon régulière et avantageuse à cause du service postal. Ensuite vient la grande route centrale de St-Joseph, Missouri, vis Salt-Lake, à Placerville en Californie. C'est celle qui est desservie en ce moment par la malle et l'estafette. Enfin la troisième, ou la route du Sud, s'étend de San Antonio à travers le Texas jusqu'à El Paso, et se dirige à l'ouest en traversant l'Arizona jusqu'au Pacifique. Un service semi-mensuel est également établi par cette voie pour le transport des malles, et les résultats en ont été généralement satisfaisants.

Le sénateur Hale, du New Hampshire, a présenté un bill pour l'établissement d'un service tri-hebdomadaire de St-Louis à Placerville par la route centrale, d'un autre service semi-trihebdomadaire, partant de la Nouvelle-Orléans et suivant la route du Sud, et enfin d'un service hebdomadaire de St-Paul aux Dalles par la route du Nord. Le premier devrait s'exécuter en vingt jours, et toutes les malles seraient transportées moyennant une somme annuelle de $1,200,000, ce qui permettrait de réaliser une économie de $980,000 sur les dépenses actuelles.

A l'appui de ce bill, on soutient qu'il doit être satisfaisant à toutes les prétentions en faisant un partage équitable entre les trois lignes, suivant l'importance des points qu'elles desservent. On ajoute que les entrepreneurs qui exploitent en ce moment les deux routes du centre et du Sud, sont prêts à soumissionner les contrats, et qu'ainsi le nouveau plan s'effectuera sans difficulté.

Mais ce système à trois services ne paraît pas convenir aux Californiens, on tout au moins au sénateur qui les représente, à M. Gwin. Cet honorable membre a présenté au Sénat trois bills différents. Le premier propose une malle semi-hebdomadaire de St-Louis à Placerville, pour les lettres seulement, à raison de $420,000 par an, pour une malle hebdomadaire pour les lettres de St-Paul à Dalles, à raison de $200,000, et le transfert de la partie du contrat de Butterfield pour le service entre Memphis et Fort Smith, à la ligne de San Antonio et El Paso. Le bill ajoute encore malle quotidienne entre Sacramento (Californie) et Portland (Oregon) devant transporter par les entrepreneurs actuels à raison de $100,000 par an. Mais ce acte n'aurait d'effet que si les compagnies des steamers du Pacifique s'engageaient à transporter toute la matière imprimée qui forme 90 pour cent des malles, moyennant $150,000 par an. Cette dernière clause, bien acceptable, rend le rejet du bill presque certain.

Le second bill, présenté par M. Gwin, établirait une malle tri-hebdomadaire pour les lettres de St Louis à San Francisco à raison de $600,000 par an, et une malle hebdomadaire complète de St Paul à Dalles moyennant $200,000 par an, sans préjudice du service par les steamers.

Enfin le 11 avril l'infatigable sénateur dans un troisième bill propose une malle semi-hebdomadaire pour les lettres par la route centrale, le reste devant s'exécuter en 20 jours, et à raison de $462,000 par an. Il serait installé un directeur général des postes de rendre le service tri-hebdomadaire ou quotidien en augmentant proportionnellement la compensation. Ce dernier plan laisserait encore subsister le transport de la plus grande partie de la malle par les steamers.

Il regard de ces projets qui tendent tous plus ou moins à l'abandon de la voie de mer pour la voie de terre, le directeur général des postes, invoquant la nécessité de l'économie, demande instamment le rétablissement de l'ancien système, du transport exclusif par les deux océans et l'isthme de Panama.

A cela des considérations pécuniaires ou commerciales opposées à l'appui de ces différents projets, il y a une raison tirée de la politique qui milite en faveur du service maritime. C'est la nécessité de maintenir en exploitation la route de mer et d'aider par un subside postal à l'entretien des lignes de grands steamers dans les deux océans. Car, bien que tous nous donnions tous les espérons une paix longue et durable, il faut malheureusement ne rien négliger en vue d'éventualités qui peuvent surgir et amener un conflit comme celui qu'on a eu à redouter lors de l'occupation de l'île San Juan. Or les Etats l'une ne pourraient songer à secourir leurs Etats du Pacifique par la voie de terre, et il est de la plus haute importance à avoir des communications rapides et commodes pour l'envoi de troupes. En cas de guerre, d'ailleurs, l'ennemi maître de la marine des Etats Unis accroîtrait l'emploi des steamers particuliers, et il est bon que le gouvernement se ménage cette ressource précieuse en donnant la préférence au système qui permet de subventionner, sans exagérer de dépenses les propriétaires de grands bâtiments à vapeur.

N'est ne nous pas assurément l'importance de maintenir des routes postales par la voie de terre. Elles nécessitent toujours une plus actif surveillance des régions infestées par les indiens et offrent par cela même une plus grande sécurité aux convoys de voyageurs. Elles facilitent les relations entre les points extrêmes et encouragent le colonisation des pays intervenus, et favorisent le fondation de nouvelles villes. La suppression complète du service postal rétablit certainement l'œuvre que s'accomplit en ce moment et qui tend à raccourcir chaque jour la distance entre les parties civilisées du Kansas et du Nebraska et les confins de la Californie et de l'Oregon. Aussi croyons nous qu'un système mixte, combiné de façon à ne pas être trop cher et à porter le trésor, nous paraît préférable aux plans secs exclusifs, et répondrait à tous les besoins et aux intérêts des particuliers et à ceux de l'Etat.

NOUVELLES DU RIO-GRANDE.

Les journaux de Brownsville du 19 courant nous apportent les détails de l'excursion entreprise dans les premiers jours du mois, par les capitaines Ford et Littleton. Sur l'avis qui leur avait été donné que Cortina était caché à Reynosa, avec quelques-uns de ses hommes, ces officiers se rendirent à Matamoros le 3 avril, avec quatre vingts hommes, et firent une recherche à outrance et à la nouvelle Reynosa. Dans cette dernière place ils trouvèrent des corps armés qui refusèrent d'ouvrir les portes aux soldats américains. Les autorités mexicaines eurent la présence de l'esprit de ne pas résister, bien qu'on eut remarqué plusieurs officiers dans les rangs des gardes nationaux. Les Américains revinrent à Edinburgh, et une nouvelle demande adressée à Reynosa pour qu'on leur livrât les hommes de Cortina, on les référa aux autorités politiques à Matamoros. Quelques coups de fusil furent échangés entre les avant postes des deux troupes à l'un bord à l'autre de la rivière, et un Mexicain fut blessé à l'épaule. Ceci paraît avoir été le résultat d'un malentendu, et après un échange de notes entre les deux chefs, le calme se rétablit.

Le 8 avril, le colonel Lee arriva à Edinburgh et demanda de nouveau aux Mexicains d'empêcher tout nouveau rassemblement des bandes de Cortina, sans quoi il irait avec des forces suffisantes les disperser lui même. Il fut répondu que les hommes de Cortina n'étaient pas connus et qu'on n'en était pas à la limite que cette place avait été remise au capitaine Somerdon qui avait ordre d'arrêter tous ceux dont le nom était indiqué, et de les tenir à la disposition du gouvernement suprême de Mexique. Pendant ces pourparlers, les Mexicains avaient barricadé toutes rues, et leur attitude était très belliqueuse.

La Paupérisation—Le propriétaire de cette merveille artistique annonce qu'il continuera encore son exposition pendant une semaine à la salle de l'Armory Hall, rue du Camp. On dit que le panorama comprend 99,000 pièces mécaniques représentant d'une façon saisissante la grande guerre des Anglais dans l'Inde.

Dépêches télégraphiques,

TRANSMISES A L'ABEILLE.

La convention nationale démocratique.

La convention organisée d'une manière permanente.

Charleston, 24 avril—Malgré la grande quantité de personnes qui sont arrivées tel pour suivre les travaux de la convention, la ville est tranquille.

Ce matin à dix heures, la convention s'est réunie et se trouvait assez nombreuse.

La convention s'est organisée d'une manière permanente; on nommait un président (Caleb Cushing du Massachusetts) trente-trois vice-présidents et trente-trois secrétaires dont chacun représente les Etats qui les ont nommés.

Lorsque la convention a été ainsi organisée il s'est élevé une longue discussion qui a fini par amener un amendement aux réglements de la convention de Cincinnati qui consiste à donner à chaque délégué le privilége de voter comme il l'entend.

Cet amendement a été fait parceque plusieurs délégations avaient été obligées de se soumettre à la décision de la majorité.

Le président a formé un comité chargé d'établir une plateforme; ce comité est composé d'un délégué de chaque Etat.

On a passé une résolution pour que la convention adopte une plateforme avant de procéder aux nominations.

La convention a voté à l'unanimité pour que toutes les résolutions doivent être adressées au comité de la plateforme.

Les résolutions passées par la législature de l'Etat de l'Alabama ont été présentées par l'honorable Mark et référées au comité de la plateforme.

Le comité de vérification des titres ne s'est pas encore entièrement prononcé.

Les délégués en faveur de Fernando Wood de New York se sont retirés de la convention.

Le comité d'établissement fera probablement un rapport en faveur de la démocratie *soft shell* de New York, et des délégués de l'Illinois pour Douglas.

On croit généralement que la démocratie *soft shell* votera en faveur de Douglas.

On cherchera à faire voter pour un candidat avant que le comité pour la plateforme ne fasse un rapport.

La convention va probablement s'ajourner à jeudi.

Le correspondant à Charleston de la *Tribune* de New York dit que certains signes font présumer des événements importants. On sait que plusieurs délégués, et on le tient court que l'Etat de New-York retirera pour Monroe de la Virginie.

La combinaison entre New York et les Etats du Nord-Ouest, est confirmant formellement démentie. Tout le Sud se prononcera pour Hunter

La délégation de la Caroline du Sud a reconnu dérés les vues de Hon. Jefferson Davis de Miss. et s'est décidée à voter pour Hunter

La dissolution de la convention semble inévitable si la combinaison contre Douglas le nomination.

Six Etats environ se retirent et refusent de nommer Hon. Jeff Davis secondé par Fernando Wood, comme candidat du Sud.

Les dix délégués ont porteur d'une lettre du président Buchanan, qui demande que l'on ne procède point au vote avant que le comte de la plateforme ait fait son rapport.

Quelques partisans ardents et amis personnels de M. Dickinson veulent le mettre en avant. Il n'aurait de chance que comme candidat en faveur du compromis.

Sans rapport à lieu M. Dickinson sans du vote de la délégation de New-York.

Les délégués de la Pensylvanie se sont réunis une heure ont, et après une session orageuse ont résolu d'abandonner Breckenridge pour Guthrie.

Les délégués du Sud se sont aussi réunis hier, et après une discussion animée sur différentes questions, se sont ajournés à une heure ce matin.

Les délégués de l'Alabama, du Mississipi, de la Floride, de l'Arkansas du Texas, de la Louisiane annoncent pompeusement qu'ils ne siegeront point à la Convention si l'on n'accepte pas leur plateforme.

Seconde Dépêche.

Charleston, 24 avril.

L'hon. Caleb Cushing en prenant son siége comme président de la Convention a fait un discours éloquent et patriotique qui a été fort applaudi. On a ensuite nommé une série de différents comités relatifs aux vice présidents et aux secrétaires ce qui a donné lieu à une chaude discussion sur les réglements présentés par le comité d'organisation. Plusieurs délégues du Sud se sont opposés aux réglements.

Au milieu d'une grande agitation, les réglements ont été adoptés par une majorité de cent quatre vingt dix huit voix contre cent un.

La résolution présentée hier pour la formation d'un comité sur les résolutions de la plateforme a été appelée à l'ordre du jour et l'on a proposé un amendement à l'effet de ne point voter pour le président avant que le comité ait fait son rapport.

Le président s'est alors adressé au comité chargé de la plateforme et a demandé quand il pourrait pas faire un rapport avant demain matin. La convention a été ensuite ajournée jusqu'à demain à dix heures.

New York, 24 avril.—Le correspondant de la *Tribune de New-York* écrit de Charleston qu'il n'y a que la nomination de Hunter de la Virginie qui puisse maintenir le Sud.

Tuéatre de l'Opéra.—C'est demain qu'aura lieu le bénéfice d'une des jeunes dames du théatre de l'Opéra, de Mme Marie Pretti. Cette jeune artiste, qui a tant de talent à exprimer, sait plaire et touche et d'un timbre extrêmement sympathique, et son talent comme musicienne en fait une chanteuse légère du premier ordre. Dans le Barbier de Séville, Les Diamants de la Couronne, L'Etoile du Nord, Robert le Diable, Norma, chacun a pu apprécier la fraîcheur de sa voix, qualité rare et précieuse et qui, jointe à une méthode irréprochable, sait toujours charmer et émouvoir. Il ne doute pas que le public ne se rende en foule au bénéfice de Mme Pretti. La musique vive et légère d'Auber ne saurait avoir de meilleure interprète.

Il y a bien longtemps que le *Domino Noir* n'a été donné à la Nouvelle-Orléans et il sera reçu avec plaisir. Mme Pretti aura pour le seconder Mmes Dalmont, Meunaker et St-Ange et MM Calvé, Debrimay, Carrier et Jolly. On commencera la représentation par *Le Rendez-vous Judic*, comédie en un acte d'Henry Murger, joué par MM Petit Delamarre, Albaiza et Mme Marchal. Ce charmant spectacle et le talent réuni pli de la bénéficiaire attireront sans aucun doute tous les amateurs de bonne musique à l'Opéra.

Théatre d'Orléans.—Mademoiselle Duroy doit faire sa première apparition ce soir, à ce théatre, dans deux opérettes : *Ménette ou la Chatte metamorphosée en femme* et *La Rose de St Flour*. Dans *Ménette* elle remplacera Mme Flore. Dans le second acte, qui est d'une façon régulières et d'une grande agréable, cette charmante Duguzon ne saurait manquer d'obtenir à la salle d'Orléans un grand succès. Elle sera secondée par les artistes du théatre dans ces deux pièces. On jouera en outre *La Chaumeuse*, cette spectacle sera varié par une danse exécutée par la señorita Maria, jeune et gracieuse danseuse.

L'Opera Italien.—Les deux représentations que viennent de donner à l'amphithéatre de la rue St-Charles les artistes de talent qui composent cette troupe, ont eu lieu devant un auditoire nombreux, et l'accueil enthousiaste fait aux premiers sujets justifie la réputation qui les avait précédés. Madame Parodi était déjà une ancienne connaissance pour le public créole; mais "les voix sympathique et pure, et son jeu passionné impressionnent vivement. Ses notes sonores dans le registre inférieur, sont claires, riches et pleines dans le médium et très distinctes dans le registre supérieur. Cette artiste a obtenu un triomphe justement mérité dans *Ernani*.

Les signors Aliani, soprano, a rendu d'une manière remarquable le rôle de *Violetta* dans la *Traviata*. Son organe est flexible et expressif et d'une grande fraîcheur, et son style et sa méthode révèlent une excellente école de bonne école italienne.

Le ténor, signor Briglia, possède une voix agréable bien que n'ayant pas un grand volume. Son organe quoique un peu nasal de timbre est limoneux et convient que celle de Verdi. Nous devons une mention particulière au signor Ginobarytone, dont la voix est pleine et sonore et qui s'acquitte avec talent de ses rôles. Nous en dirons autant de la basse, signor Barili, dont l'organe a une remarquable puissance, mais nous l'engageons à modérer un peu la brusquerie qu'il apporte quelquefois dans son chant.

Avec un excellent orchestre, dirigé par le signor Rouzoni, et des chœurs charmant avec ensemble, les deux opéras ont été en somme rendus d'une façon tout à-fait satisfaisante.

Ce soir la troupe donne *Norma* qui nous permettra d'entendre la signora Parodi dans un de ses beaux rôles.

Correspondance Mexicaine de l'Abeille.

Mexico, le 8 avril 1860.

Monsieur le Rédacteur,

Je viens d'apprendre qu'un courrier extraordinaire va partir pour Veracruz, et je n'ai le temps que de vous envoyer à la hâte quelques unes des nouvelles les plus importantes de l'intérieur.

Vous avez le résultat de la campagne de Veracruz, dans une heure, Al Miramon fera son entrée triomphale à Mexico : les canons sont chargés pour la salve, les pétards tout prêts, les cloches envahis par les sonneurs de carillons

Vous rapporter vous un épisode du règne de Claude très semblable à ce qui se passe en ce moment chez nous : le Czar, étant allé faire une expédition en Batavie, revint à Rome sans avoir atteint l'ennemi, mais il rapporta de cette province un grand nombre de coquillages recueillis par ses légions sur le rivage. Le triomphe lui fut décerné pour une conquête nouvelle, et on le déclara vainqueur de l'Océan. On pourra appeler l'ovation que va recevoir Miramon, le triomphe aux huitres et au crabes.

Les derniers courriers venus de l'intérieur nous apportent des nouvelles désastreuses pour le parti réactionnaire : M Woll a eu une partie de sa division taillée en pièces à Amozoc ; Colima a été repris et Guadalajara se trouve menacé d'un siége. Les généraux constitutionnels Ungo et Zaragoza ont passé jusques sous les murailles de San Luis ; tout le Bajio est envahi par les troupes fédérales ; le général Cobo, est cerné à Cuyaca. Le parti clérical a donc maigri considérablement pendant le carême qui vient de finir

Les parties matérielles éprouvées par les contributionnels, sont donc aujourd'hui réparées : l'insurrection de Miramon a consterné les conservateurs, et la dernière évolution du cabinet français a fait perdre tout espoir aux prêtres Mexicains. La politique suivie jusqu'à ce jour par M. de Gabriac est réprouvée, et il ne reste aux ultramontains que l'illusion chimérique de la pensionnat d'une intervention espagnole.

Vous devez savoir par Saint Luis, que la subvention offerte par Lord John Russell, est repoussée par la France ; mais ces ministres du cabinet mexicain ont répondu que la proposition qui leur est faite de proclamer la liberté civile et religieuse équivaudrait à un suicide ; il faut donc passer que les deux puissances européennes se retireront en présence de l'obstination des citoyens et abandonneront le règlement des affaires pendantes à la discrétion de M. Juarez.

Le gouvernement de Miramon vient de lancer une protestation contre le coup de main du général Jarvis dans les eaux de Anton Lizardo ; c'est un modèle d'insolence et de mauvaise foi.

De nouveaux attentats ont été récemment commis par un certain général clérical nommé Silvera Ramirez. A son entrée à Zacatecas, il décréta une contribution forcée qui frappait surtout le commerce étranger. Les consuls anglais et français refusèrent de payer, et furent très cavalièrement envoyés en prison. Pendant leur séjourne forcée, leurs comptoirs furent visités, leurs caisses ouvertes avec effraction et les agents de Ramirez, mettant la main dans les sacs, en enlevèrent $5,000 ; 2,000 au consul français et 3,000 à l'anglais. Ces meubleurs sont à Mexico depuis deux jours, et M Miramon va avoir au déboucher, installé à partir avec M. Mathew. C'est le seul chef de légation qui ait bu à la santé des drôles de cléricaux et leur impose quelque recul.

Les étrangers résidant à Mexico sont très agités : le cabinet de Miramon vient de nous imposer d'une nouvelle contribution, tellement exorbitante, que le commerce ne peut plus tarder ; on parle de fermer les comptoirs et les magasins. Nous devons ce système de persécution et de spoliations aux encouragements et à l'appui donné aux clériçaux par M. de Gabriac. Tant que la France ne rappellera pas cet homme pour le juger et le condamner, nous ne serons que des parias taillables à merci, sans droits, sans garanties.

En résumé, il semble que la révolution touche à un terme, et nous applaudirons de grand cœur à l'avènement de la paix, quelle nous vienne de France, d'Angleterre ou des Etats-Unis.

CHRONIQUE LOCALE.

Cour Supreme.—La Cour Suprême a rendu, lundi, les décrets suivants :

Olivier Palmer vs. Bernard Kendig.—Décret maintenu.

Vincent & Co. vs. J. M. D. Gautier. — Décret maintenu.

Bowers & Jamison vs. E. Bird, L. Mitchodon et A. Lesseps. Les demandeurs sont propriétaires de l'habitation Cotton située à cinq milles au dessous de la ville et rendue en hypothèque par les défendeurs. Les défendeurs appartenant aux défendeurs. Cette est ayant fait combler en bayou à la ligne qui sépare les deux terres, les demandeurs leur demandaient $34,000 de dommages.—Les défendeurs ont formellement démenti. Tout le Sud se prononcera pour Hunter

Accusation d'incendie—M. V. Decoux, sergent de police du Deuxième District, a arrêté, hier matin, Pierre Lisa, qui est accusé d'avoir mis le feu à une maison habitée par M. Marks et située dans la rue Miltaire St-Maure et Roman. On sait que cette propriété est celle de M. Cardelliac, est brûlé dimanche dernier.

Il paraît que Lisa visait la maîtresse de M. Marks. Depuis le mariage de cet dernier, elle a montré trois fois d'immodeur la maison et, à différentes reprises, a tenté Miss Marks. Samedi, à une heure avancée, on l'a vue errant dans le voisinage et, peu d'instants après, le feu se déclarait chez M. Marks.

M. Marks est marchand-tailleur au marché Tréme. Il a communiqué ces faits à M. John Vossens qui, pensant avoir recueilli des preuves suffisantes, a prié M. Decoux d'opérer l'arrestation.

Lisa répétait à Filiette Richard, c. o. l. Lorsqu'elle est arrivée au cachot, M. Vossens l'a interrogée ; elle a été avoué jamais avec M. Marks, avoir insulté sa femme ou proféré des menaces quelconques contre lui. Elle a ajouté qu'elle n'était pas dans le voisinage samedi soir.

EUROPE.

Nous avons reçu, hier, par la malle de soir, nos journaux européens, apportés par l'*Arago*. Nous y puisons les détails de nouvelles déjà données et le texte de plusieurs documents intéressants.

Voici comment la *Gazette de Lausanne* raconte l'expédition dirigée par quelques habitants du canton de Genève contre la Savoie :

"C'est à quatre heures du matin qu'une bande d'environ 300 hommes, commandée par Jho Perrier, s'est emparée du bateau à vapeur l'*Aigle* N° 2, stationné au Grand Quai, et après avoir, par la violence, contraint l'équipage à partir, s'est dirigée vers Thonon, avec l'intention, paraît-il, d'y opérer un débarquement pour soulever les populations, dans l'intérêt présumé de la cause sainoise.

"La 2 arrivée descendu à terre une douzaine d'hommes qui ont envahi un cabaret, dans lequel ils prirent copieusement part à un repas qui fut suivi de libations. L'*Aigle* changeant de direction, est venu prendre un nouveau chargement de poudre et de munitions. Un certain nombre de fusils ont été distribués aux membres de l'expédition, qui, à ce moment, ne s'élevaient pas à plus de 150 hommes.

"Pendant ce temps, les débarqués d'Evian, qui s'étaient joints à ceux de Thonon, avaient pris le parti de remonter sur l'*Italie*, qui revenait de Genève.

"A 4 heures et demie du soir, M. le colonel fédéral Ziegler, qui arrivait, a fait embarquer sur le *Guillaume-Tell* les chasseurs du 9e accompagnés de trois commissaires de police.

"Ces forces réunies ont rejoint l'*Italie* qui entrée dans les eaux génevoises pour l'accoster. Un commissaire de police, faisant connaître aux passagers de l'*Italie* qu'ils étaient considérés par l'*Italie* sur le *Guillaume Tell* tous les individus, au nombre de 30 environ, qui seraient pris part à cette expédition, ce qui n'est pas le cas d'entre eux, que ceux qui avaient réussi à se cacher à bord de l'*Italie*, a été ainsi par la police au moment où ce bateau arrivait à Genève.

"Les prisonniers amenés par le *Guillaume-Tell* ont été, au moment de leur débarquement, l'objet d'une forte rangé de chasseurs qui les conduisit une escouade de gendarmes, et conduits ainsi à l'Hotel de Ville, au milieu d'une foule immense qui témoignait hautement son indignation contre les auteurs d'une tentative dont le premier effet, si elle avait eu le malheur réussir, aurait été de jeter l'horreur et la Confédération et de susciter au milieu des complications les plus désastreuses

"M. le colonel fédéral Ziegler, accompagné de son état-major, est allé arrêter hier matin, à Genève même, les chefs de l'expédition, qui envisage l'événement qui vient d'avoir lieu comme du reste de la part de la population genevoise à la Confédération. Il arrivée des prisonniers, a fait procéder immédiatement à une instruction préparatoire, à la suite de laquelle les prévenus ont été maintenus en état d'arrestation.

Une dépêche de Genève datée du 20 mars, ajoute ce qui suit :

Le colonel Ziegler a écrit aux autorités fédérales que l'expédition organisée par les frontières n'avait aucun importance. Les troupes de ligne ont individuellement déjà été renvoyées rapidement.

Le gouvernement de ce canton et une assemblée populaire, qui comptait plus de 6,000 personnes, ont condamné cet attentat. Une interdiction est consécutivement contre eux qui y ont pris part.

Nous lisons dans la revue politique de l'*Indépendance* du 3 avril :

L'appel adressé par la Suisse aux puissances garanties des traités de 1815, et la demande qu'elle leur a faite d'examiner, dans une Conférence, sa réclamation contre la cession de la Savoie à la France, ont eu un accueil favorable. Une dépêche de Berne nous annonce que la Prusse, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie appuient en acceptant l'idée de réunir une Conférence à laquelle la question serait soumise, et dans cette réunion, dit-on, la Suisse, la Sardaigne et la France seraient appelées à discuter.

Le journal de Rome publie une lettre du pape adressée à l'empereur Napoléon III, relativement à la question sarde. Le pape proteste contre la violation des traités de 1815, et contre la spoliation dont il est victime. Il rappelle que les provinces de l'Emilie ont reçu, vote ce gouvernement conforme à celle qu'a suivi jusqu'ici la France, une constitution, et déclare qu'il ne l'a jamais octroyée à ses sujets. Il ajoute qu'il ne peut rien faire pour ramener ces provinces à l'obéissance, et qu'il ne peut qu'en appeler à la justice de Dieu.

Le journal de Rome publie une lettre du pape adressée à l'empereur Napoléon III, relativement à la question sarde. Le pape proteste contre la violation des traités de 1815, et contre la spoliation dont il est victime. Il rappelle que les provinces de l'Emilie ont reçu, vote ce gouvernement conforme à celle qu'a suivi jusqu'ici la France, une constitution, et déclare qu'il ne l'a jamais octroyée à ses sujets. Il ajoute qu'il ne peut rien faire pour ramener ces provinces à l'obéissance, et qu'il ne peut qu'en appeler à la justice de Dieu.

Il paraît que Lisa visait la maîtresse de M. Marks. Depuis le mariage de cet dernier, elle a montré trois fois d'immodeur la maison et, à différentes reprises, a tenté Miss Marks. Samedi, à une heure avancée, on l'a vue errant dans le voisinage et, peu d'instants après, le feu se déclarait chez M. Marks.

M. Marks est marchand-tailleur au marché Tréme. Il a communiqué ces faits à M. John Vossens qui, pensant avoir recueilli des preuves suffisantes, a prié M. Decoux d'opérer l'arrestation.

Lisa répétait à Filiette Richard, c. o. l. Lorsqu'elle est arrivée au cachot, M. Vossens l'a interrogée ; elle a été avoué jamais avec M. Marks, avoir insulté sa femme ou proféré des menaces quelconques contre lui. Elle a ajouté qu'elle n'était pas dans le voisinage samedi soir.

EUROPE.

Nous avons reçu, hier, par la malle de soir, nos journaux européens, apportés par l'*Arago*. Nous y puisons les détails de nouvelles déjà données et le texte de plusieurs documents intéressants.

Voici comment la *Gazette de Lausanne* raconte l'expédition dirigée par quelques habitants du canton de Genève contre la Savoie :

"C'est à quatre heures du matin qu'une bande d'environ 300 hommes, commandée par Jho Perrier, s'est emparée du bateau à vapeur l'*Aigle* N° 2, stationné au Grand Quai, et après avoir, par la violence, contraint l'équipage à partir, s'est dirigée vers Thonon, avec l'intention, paraît-il, d'y opérer un débarquement pour soulever les populations, dans l'intérêt présumé de la cause sainoise.

"A 2 heures descendu à terre une douzaine d'hommes qui ont envahi un cabaret, dans lequel ils prirent copieusement part à un repas qui fut suivi de libations. L'*Aigle* changeant de direction, est venu prendre un nouveau chargement de poudre et de munitions. Un certain nombre de fusils ont été distribués aux membres de l'expédition, qui, à ce moment, ne s'élevaient pas à plus de 150 hommes.

"Pendant ce temps, les débarqués d'Evian, qui s'étaient joints à ceux de Thonon, avaient pris le parti de remonter sur l'*Italie*, qui revenait de Genève.

"A 4 heures et demie du soir, M. le colonel fédéral Ziegler, qui arrivait, a fait embarquer sur le *Guillaume-Tell* les chasseurs du 9e accompagnés de trois commissaires de police.

"Ces forces réunies ont rejoint l'*Italie* qui entrée dans les eaux génevoises pour l'accoster. Un commissaire de police, faisant connaître aux passagers de l'*Italie* qu'ils étaient considérés par l'*Italie* sur le *Guillaume Tell* tous les individus, au nombre de 30 environ, qui seraient pris part à cette expédition, ce qui n'est pas le cas d'entre eux, que ceux qui avaient réussi à se cacher à bord de l'*Italie*, a été ainsi par la police au moment où ce bateau arrivait à Genève.

"Les prisonniers amenés par le *Guillaume-Tell* ont été, au moment de leur débarquement, l'objet d'une forte rangé de chasseurs qui les conduisit une escouade de gendarmes, et conduits ainsi à l'Hotel de Ville, au milieu d'une foule immense qui témoignait hautement son indignation contre les auteurs d'une tentative dont le premier effet, si elle avait eu le malheur réussir, aurait été de jeter l'horreur et la Confédération et de susciter au milieu des complications les plus désastreuses

"M. le colonel fédéral Ziegler, accompagné de son état-major, est allé arrêter hier matin, à Genève même, les chefs de l'expédition, qui envisage l'événement qui vient d'avoir lieu comme du reste de la part de la population genevoise à la Confédération. Il arrivée des prisonniers, a fait procéder immédiatement à une instruction préparatoire, à la suite de laquelle les prévenus ont été maintenus en état d'arrestation.

Une dépêche de Genève datée du 30 mars, ajoute ce qui suit :

Le colonel Ziegler a écrit aux autorités fédérales que l'expédition organisée par les frontières n'avait aucune importance. Les troupes de ligne ont individuellement déjà été renvoyées rapidement.

Le gouvernement de ce canton et une assemblée populaire, qui comptait plus de 6,000 personnes, ont condamné cet attentat. Une interdiction est consécutivement contre eux qui y ont pris part.

Nous lisons dans la revue politique de l'*Indépendance* du 3 avril :

L'appel adressé par la Suisse aux puissances garanties des traités de 1815, et la demande qu'elle leur a faite d'examiner, dans une Conférence, sa réclamation contre la cession de la Savoie à la France, ont eu un accueil favorable. Une dépêche de Berne nous annonce que la Prusse, l'Autriche, l'Angleterre, la Prusse et la Russie appuient en acceptant l'idée de réunir une Conférence à laquelle la question serait soumise, et dans cette réunion, dit-on, la Suisse, la Sardaigne et la France seraient appelées à discuter.

Le journal de Rome publie une lettre du pape adressée à l'empereur Napoléon III, relativement à la question sarde. Le pape proteste contre la violation des traités de 1815, et contre la spoliation dont il est victime. Il rappelle que les provinces de l'Emilie ont reçu, vote ce gouvernement conforme à celle qu'a suivi jusqu'ici la France, une constitution, et déclare qu'il ne l'a jamais octroyée à ses sujets. Il ajoute qu'il ne peut rien faire pour ramener ces provinces à l'obéissance, et qu'il ne peut qu'en appeler à la justice de Dieu.

Les dépêches qui suivent consignent le discours du roi de Sardaigne à l'ouverture du parlement :

Turin, lundi soir, 2 avril.

Ouverture du parlement.

"Messieurs les sénateurs, messieurs les députés,

"La dernière fois que j'ai ouvert le Parlement au milieu des douleurs de l'Italie et des dangers de l'Etat, la foi en la justice divine m'encouragea à bien augurer de nos destinées.

"Dans un court espace de temps, une invasion a été repoussée, la Lombardie a été affranchie par de glorieuses armes de France, l'Italie centrale a été délivrée par l'admirable constance de ses populations, et aujourd'hui je vois ici réunis autour de moi les représentants de droit et des espérances de la nation.

"Tous ces avantages, nous les devons à cette alliance magnanime, à la bravoure de ses soldats et des nôtres, à l'abnégation des volontaires, à la persévérance et à la concorde des populations, et nous en rendons hommage à Dieu, car, sans son assistance surhumaine, on n'accomplit aucune entreprise mémorable, ni pour les grandes nations présentes, ni pour les générations futures.

"Par reconnaissance envers la France, pour le bien de l'Italie, afin de consolider l'union de deux nations qui ont une communauté d'origine, de principes et de destinée, on sacrifice étant nécessaire, j'ai fait celui qui coûtait le plus à mon cœur, en réservant le vote des populations et l'approbation du Parlement, et en réservant, par rapport à la Suisse, les engagements internationaux, et j'ai signé un traité consentant l'annexion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice à la France.

"Nous avons encore beaucoup de difficultés à surmonter, mais, soutenu par l'opinion publique et par l'amour des populations, je ne désespère point de vaincre ni aucun autre droit, ni une liberté.

"Verse, comme nos ancêtres, dans les sentiments catholiques et dans la foi de nos pères, nous protestons contre les violences dont le Romagne, les Marches et l'Ombrie sont le théâtre, et contre l'abandon dans lequel on laisse le chef suprême de la religion, si l'autorité ecclésiastique a recours aux armes spirituelles pour défendre ses droits, ne pouvant user d'autres, il y aura bientôt pour nous et pour nos collègues de l'Union, 6 de cruelles épreuves. L'*Aigle* changeant de direction, est venu prendre un nouveau chargement de poudre et de munitions. Un certain nombre de fusils ont été distribués aux membres de l'expédition, qui, à ce moment, ne s'élevaient pas à plus de 150 hommes.

"Pendant ce temps, les débarqués d'Evian, qui s'étaient joints à ceux de Thonon, avaient pris le parti de remonter sur l'*Italie*, qui revenait de Genève.

"A 4 heures et demie du soir, M. le colonel fédéral Ziegler, qui arrivait, a fait embarquer sur le *Guillaume-Tell* les chasseurs du 9e accompagnés de trois commissaires de police.

"Ces forces réunies ont rejoint l'*Italie* qui entrée dans les eaux génevoises pour l'accoster. Un commissaire de police, faisant connaître aux passagers de l'*Italie* qu'ils étaient considérés par l'*Italie* sur le *Guillaume Tell* tous les individus, au nombre de 30 environ, qui seraient pris part à cette expédition, ce qui n'est pas le cas d'entre eux, que ceux qui avaient réussi à se cacher à bord de l'*Italie*, a été ainsi par la police au moment où ce bateau arrivait à Genève.

"Les prisonniers amenés par le *Guillaume-Tell* ont été, au moment de leur débarquement, l'objet d'une forte rangé de chasseurs qui les conduisit une escouade de gendarmes, et conduits ainsi à l'Hotel de Ville, au milieu d'une foule immense qui témoignait hautement son indignation contre les auteurs d'une tentative dont le premier effet, si elle avait eu le malheur réussir, aurait été de jeter l'horreur et la Confédération et de susciter au milieu des complications les plus désastreuses

"M. le colonel fédéral Ziegler, accompagné de son état-major, est allé arrêter hier matin, à Genève même, les chefs de l'expédition, qui envisage l'événement qui vient d'avoir lieu comme du reste de la part de la population genevoise à la Confédération. Il arrivée des prisonniers, a fait procéder immédiatement à une